

INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE

Les incohérences d'une politique

Le suspense perdure encore au sujet de la publication de la nouvelle liste des heureux récipiendaires au titre d'assembleurs de véhicules. A défaut d'une communication officielle, les canaux parallèles prennent le relais et annoncent des échéances variées. Hier, c'était au tour de Mohamed Bairi, vice-président du FCE et membre de l'Association des concessionnaires automobiles (AC2A), de livrer à la presse une autre date, celle du 6 mars prochain, correspondant à l'ouverture du Salon national de la sous-traitance.

Pour lui, il est probable que le Premier ministre saisisse cette opportunité pour dévoiler le contenu de cette fameuse liste qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive. Il dira même que le nombre de 40 investisseurs déjà annoncé pourrait ne pas être définitif, sachant que cette liste était plutôt une proposition pour le Premier ministre qui décidera en définitive du nombre des futurs acteurs de ce secteur. Si dans la première mouture, seul l'assemblage de véhicules de tourisme et de camions était prévu, dans la seconde, il est question aussi de véhicules utilitaires, de bus, de matériel agricole, de motocycles et autres engins de travaux publics. Reste à savoir maintenant si les volumes de production globale déjà annoncés et fixés à terme à 430 000 unités répartis entre les 10 premiers bénéficiaires

seront revus à la hausse pour satisfaire les attentes des nouveaux prétendants ou seront-ils maintenus et redistribués avec des quotas amoindris. Par ailleurs, les Douanes nationales ont rendu public, il y a quelques jours, le montant en devise qui a été consacré en 2017 à l'importation des kits d'assemblage et qui a atteint les 1,8 milliard de dollars, soit une progression de +101% par rapport à l'exercice précédent.

Ce montant a permis, rappelons-le, de financer l'assemblage d'un volume global de 90 000 unités par 5 marques. Or, en 2016, une enveloppe de 900 millions de dollars a permis l'importation, dans le cadre des quotas, de quelque 93 000 véhicules tous segments confondus.

La disproportion est tout simplement énorme et suscite même des interrogations sur la pertinence

de cette démarche, quand bien serait-elle indispensable pour le développement d'une véritable industrie automobile en Algérie. D'autant et si l'on s'en tient aux prévisions mêmes du gouvernement, les dépenses pour ce secteur franchiront allègrement, dans deux années, le seuil des 7 milliards de dollars. D'où la question, est-ce réellement par souci d'optimisation des dépenses en devise que le secteur de l'automobile a été chamboulé, sens dessus dessous ?

Aujourd'hui, et en l'absence d'un tissu national de sous-traitant devant alimenter les usines de montage en pièces détachées et autres composants, il est clairement établi que les procédés retenus par les concessionnaires assembleurs, à savoir le DKD et le SKD, se révèlent très coûteux pour le Trésor public, sachant que le véhicule est facturé à sa sortie d'usine chez le constructeur comme produit fini avant d'être démembré dans des ateliers spécialement dédiés, emballés, transportés et réassemblés de nouveau. Autant de surcoûts qui feront augmenter au final les tarifs de vente au client algérien. A cela s'ajoutent des marges énormes au profit de l'investisseur puisque



Mohamed Bairi, vice-président du FCE.

dans le dispositif réglementaire national actuellement en vigueur, il n'est guère prévu un contrôle au niveau des prix de vente.

Mieux que cela, certains concessionnaires, déjà en activité et ayant décroché le quitus du Conseil national de l'investissement (CNI), qui leur fait bénéficier des avantages fiscaux et parafiscaux, et de l'exonération des taxes et des droits de douane, n'ont pas pris la peine de revoir à la baisse leur grille tarifaire et continuent à faire payer le client les mêmes prix où sont toujours intégrées les différentes taxes

(TVA, taxe sur le véhicule neuf, droit de douane) mais naturellement avec une facture où n'apparaissent pas l'ensemble de ces données. Certes, l'Etat est doublement pénalisé à travers cette démarche, perte en devise et manque à gagner en termes de taxes et de droits de douane, mais le client reste aussi largement affecté par une situation du marché profondément perturbée, des produits qui se raréfient, des prix qui s'envolent et des revendeurs qui reviennent en force et imposent de nouveau leur diktat.

B. Bellil

Photos : DR

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Macir Vie investit dans 4 start-up algériennes



Le pari sur l'intégration des nouvelles technologies dans l'économie, même s'il ne prend pas encore toute la proportion qui doit être la sienne chez nous, pour atteindre au moins le niveau des pays voisins, est toutefois en train de gagner peu à peu des «convaincus» comme c'est le cas de Hakim Soufi, le P-dg de la compagnie d'assurances Macir Vie, avons-nous appris.

En effet, des négociations ont été engagées pour l'entrée de

Macir Vie dans le capital de quatre start-up bien connues chez les initiés. La marque Nkhehar, un comparateur de forfaits mobiles et bientôt d'assurances sur internet, MAMS Bros, une entreprise spécialisée dans le e-commerce via sa plateforme Batolis, la marque Nbatou représentée par la société Turing Innovation Technology, qui offre des solutions d'hébergement chez l'habitant en Algérie, et la société LCS, propriétaire de hafalatt.com, site internet de réservation de salles des fêtes, ont toutes gagné les faveurs de Hakim Soufi qui dit vouloir servir en quelque sorte de «business angel» à ces start-up. «Nous avons bien compris la problématique de ces start-up en devenir.

Elles n'ont aucune possibilité de souscrire à des prêts, aucun moyen d'avoir un point d'appui et les jeunes propriétaires ont usé toutes leurs économies, éprouvent des difficultés pour rembourser les dettes qu'ils ont contractées généralement auprès de la famille ou des amis, et c'est justement là que nous intervenons car, lorsque vous voyez comment ces jeunes s'endettent, vous comprenez rapidement qu'ils croient fermement en leurs projets», explique Hakim Soufi, séduit par l'implication totale de ces jeunes start-upper «dans l'aventure entrepreneuriale» auxquels il a décidé, donc, d'accorder ses faveurs. Très emballé par l'idée d'investir dans l'économie numérique, le patron de Macir Vie confie qu'il est convaincu que les plus grandes sociétés algériennes dans les 20 ans à venir seront justement ces start-up que nous finançons aujourd'hui. «Pourquoi j'en suis convaincu ? Pour la simple et unique raison que l'Algérie ne peut évidemment et naturellement pas rester en marge du progrès qui repose sur l'économie numérique, nous ne devons plus attendre. Je pense qu'en Algérie et à travers ces start-up, nous avons une opportunité historique de devenir une plateforme majeure dans le Bassin méditerranéen, au Maghreb et en Afrique», argumente-t-il avant de louer «le génie algérien». Ainsi, un des majors parmi les compagnies d'assurances du pays marque son entrée dans la nouvelle économie en attendant, bien entendu, le coup de booster que devrait donner l'encadrement légal de tout ce qui a trait au e-commerce.

Az. Maktour

L'ALGÉRIENNE DE RÉALISATION D'INFRASTRUCTURES ET D'ÉQUIPEMENT MÉTALLIQUES

Fin de crise pour la filiale d'Imetal

La crise sociale que vit, depuis 2016, l'Algérienne de réalisation d'infrastructures et d'équipement métalliques, (Alrim Spa), filiale du groupe industriel Imetal, a fini par trouver un dénouement. C'est ce qu'affirme ce groupe dans un communiqué.

Selon ce dernier, cette filiale a réussi à retrouver sa stabilité sociale grâce à l'intervention du ministère de l'Industrie et des Mines. La filiale, rappelle le groupe Imetal, vit, depuis le deuxième semestre 2016, au rythme

des mouvements de protestations, en raison du non-versement des salaires à temps. Ce n'est qu'en janvier dernier, après l'installation d'une nouvelle équipe à la tête du groupe Imetal, que des négociations ont été

engagées avec les représentants des travailleurs.

A l'issue de plusieurs rencontres marathon, deux importantes résolutions ont été adoptées, à savoir le règlement des arriérés de salaires sur financement du groupe et la mise en place d'un plan de départ volontaire, inscrit au plan de redressement de l'entreprise, visant à mettre en adéquation l'effectif de l'entreprise avec la

nature et le volume de son activité», a souligné le groupe dans un communiqué en précisant que 270 agents ont été favorables au départ volontaire dont 78% n'exercent pas dans le métier de base. Une initiative vitale pour la sauvegarde de l'entreprise, ajoute la même source, à laquelle a adhéré la Fédération de la métallurgie et de la sidérurgie en ratifiant un accord collectif.

S. A.

DÉSÉQUILIBRE URBAIN ENTRE LE RURAL ET LA VILLE

La révision de la loi d'orientation de la ville s'impose

Pour une ville durable et intelligente, le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville mise sur la mise en place de la stratégie de développement urbain mais aussi, sur l'adaptation du cadre législatif et organique portant sur l'urbanisme et la politique de la ville. Le ministère s'attelle, d'ailleurs, à la révision de la loi d'orientation de la ville.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) – Soixante-dix pour cent de la population algérienne vit dans les agglomérations urbaines.

Cette situation induit, selon le ministre de l'Habitat, «de grands défis à relever». Soulignant l'urbanisation accélérée qui a marqué notre pays et qui a provoqué une répartition «anarchique» de la population surtout durant les années du terrorisme, Abdelwahid Temmar précise qu'aujourd'hui, le nombre de la population urbaine avoisine les 22 millions.

Multiplié par six en quatre décennies, ce chiffre va, pourtant, poursuivre sa tendance pour «dépasser 40 millions d'habitants à l'horizon 2030, soit presque le nombre d'habitants actuel», précise-t-il encore. Il estime qu'«il est devenu fondamental de maîtriser le déséquilibre entre le rural et la ville».

Pour faire face à cette situation, le ministre évoque la mise en place de la stratégie de développement urbain et l'adaptation du cadre législatif et organique portant sur l'urbanisme et la politique de la ville avec la situation actuelle et les nouvelles données imposées par le développement urbain durable. «Nous nous attelons à la révision de la loi n° 90-29 du 1^{er} décembre 1990, modifiée et complétée relative à l'aménagement et à l'urbanisme. Cette stratégie vise à ce que la ville retrouve son rôle premier», a-t-il dit hier, lors d'une rencontre nationale sur la ville sous le thème «La ville algérienne face aux enjeux et défis du développement durable», tenue au Centre international

de conférences à Alger. A propos de la ville du futur, son développement et sa gestion fonctionnelle et sociale et les liens à développer avec les acteurs et les partenaires, Temmar estime qu'il est encore tôt pour faire le bilan des activités concrétisées par l'Algérie dans ce domaine.

Par contre, poursuit-il, «nous pouvons déterminer les premiers résultats obtenus dans le cadre des différents programmes de développement depuis 2000». De son côté, le ministre de l'Intérieur, Nouredine Bedoui, s'est attardé sur la stratégie pour une ville durable et intelligente. Il a, ainsi, mis l'accent sur l'amélioration du tissu urbain à travers une restructuration et un aménagement urbains.

Il a également insisté sur le respect des normes du foncier, de l'urbanisme et de l'habitat. Nouredine Bedoui a, par ailleurs, annoncé l'ouverture d'une école d'«ingénieurs de la ville», en septembre prochain.

Ry. N.